Lyon le 8 février 2012

Monsieur le Président,

Vous avez convoqué aujourd'hui le Comité Technique Local de la DISI Rhône Alpes Est Bourgogne dont le principal sujet concerne les suppressions d'emplois. L'intersyndicale a décidé de ne pas participer à cette réunion. Nous sommes venus vous expliquer notre position par le biais de cette déclaration commune.

Vous n'êtes pas sans savoir que nous condamnons vivement, depuis plusieurs années, les coupes sombres opérées dans les effectifs de notre administration. Elles découlent directement de la volonté du pouvoir politique au travers de la RGPP. La solution qui consiste à réduire les dépenses de l'État en s'attaquant aux emplois de fonctionnaires est une vision purement comptable et dogmatique. Pour la DGFIP, première direction d'un ministère qui se doit d'être exemplaire d'après le gouvernement, cela se traduit par le non – remplacement de deux départs à la retraite sur trois !

Les vagues de suppressions d'emplois se succèdent : en 2012, 2441 postes sont supprimés. Depuis 2002, les destructions d'emplois dans notre administration s'élèvent à 24 591, soit 17,4% des effectifs.

Ce n'est pas le plan de qualification(transformation de postes de C en B et de B en A) qui parviendra à rectifier la tendance.

Dans les DISI ce sont 63 emplois qui sont supprimés soit l'équivalent de l'ESI de Dijon qui disparaît de la carte des établissements.
A la DISI Rhône Alpes Est Bourgogne cela se traduit par la disparition de 2 emplois B et 5 emplois C . Non satisfait de supprimer des emplois sur des missions qui sont regroupées vous supprimez des emplois sur des missions qui ont été confirmées dans le Plan Stratégique Informatique.

Qui croire, les propos rassurants du PSI et les promesses de reclassement des agents dans la sphère informatique ou vos choix en matière de suppression d'emplois ?
Comment allez vous faire pour exercer les missions avec moins d'agents alors que déjà

les services croulent sous le travail ?

Pour beaucoup, au delà du sentiment de colère et d'injustice, la souffrance au travail est devenue monnaie courante. Le stress, la fatigue, la perte de repères professionnels font que les agents sont en danger.

Les élus des personnels ne veulent pas cautionner ce plan social. Nous vous laissons l'entière responsabilité de vos choix.

Avec les agents de la DGFIP nous exigeons :
– l'arrêt immédiat des suppressions d'emploi
– l'arrêt immédiat des réformes de structures et l'abandon de la RGPP
– la création d'emplois de titulaires pour faire face aux missions
– le maintien de tous les sites informatiques, des missions et des emplois
– l'amélioration rapide et concrète des conditions de vie au travail
– une revalorisation substantielle des rémunérations.